L'eau du Morbihan sécurisée *via* l'interconnexion

Grâce à un réseau quasiment totalement interconnecté, l'approvisionnement en eau est assuré sept jours sur sept en tout point du département. Précieux face aux risques de pollution ou d'eutrophisation de la ressource.

Enquête



Arnaud Le Gal, hydrogéologue, responsable ressources à eau du Morbihan.

À Auray, les buveurs d'eau s'en souviennent encore. En août et septembre, l'eau du robinet avait comme un sérieux goût de terre... La faute à la géosmine, issue de la décantation d'algues de la réserve d'eau de Tréauray (900 000 m³) qui alimente Auray jusqu'à Quiberon et en partie Vannes ouest.

Ce 25 septembre, les pêcheurs de carpes donnent l'alerte. Une odeur tenace plane au-dessus de l'étang, d'étranges algues turquoise flottent à la surface. Aucun danger direct, cependant, à signaler à première vue. Pour autant, Eau du Morbihan (service public en charge de la gestion de l'eau potable) n'a pas tardé à réagir, en connectant, à partir de la station de Poulmarc'h (Grand-Champ), son système de transport d'eau sur le réseau de la Vilaine à Arzal (sud Morbihan).

La bonne échelle

Une mutualisation de moyens de transport d'eau à l'échelle du Morbihan, savamment orchestrée. Deux cent trente-huit communes morbihannaises sont aujourd'hui concernées par cette vaste interconnexion.

Un maillage qui permet à chacun de boire une eau limpide chaque jour, 24 heures sur 24. **« C'est notre première mission,** explique Arnaud Le Gal, hydrogéologue, responsable ressources à Eau du Morbihan. **Le phénomène d'eutrophisation** (dégradation du milieu aquatique) **qui s'est récemment produit sur la réserve de Tréauray, nous le connaissons bien. Mais nous ne l'avions jamais vu prendre une telle ampleur ».**

Dans un département où 80 % de la ressource captée provient de l'eau de surface (dont le tiers issue du Blavet, soit 50% de l'approvisionnement du Morbihan), ces problèmes d'eutrophisation doivent trouver une réponse immédiate. **« Pour assurer la sécurisation et l'interconnexion des réseaux, nous nous appuyons sur de petites unités de production, constamment modernisées. Nous assurons cette gestion par bassins versants. Ploërmel, Josselin et Guer permettent par exemple d'assurer l'approvisionnement en eau pour l'industrie agroalimentaire du centre Morbihan ».**

Grand-Champ, la plaque tournante

Avec des apports qui s'avèrent parfois nécessaires. Via Grand-Champ et la station de Poulmarc'h, et ses deux réservoirs. Le dispositif a coûté 3 millions, et a été mis en service début 2011.

Discrètement et harmonieusement intégrée à la campagne environnante, c'est une plaque tournante, une gare de triage de la distribution d'eau. **« Entièrement automatisée, elle agit comme un hub. Pilotée à distance, elle permet d'appliquer différents scénarios pour qu'aucune interruption n'intervienne en Morbihan, et ce, même si des usines ou des prises d'eau doivent être arrêtées d'urgence ou pour maintenance ».**

C'est l'une des clefs de cette grande interconnexion. Qui connaît encore des points faibles à l'instar du pays de Pontivy, qui attend de pied ferme la mise en service en 2015 de Mangoer2 à Cléguérec.

Et cette ria d'Etel où la sécurisation de la presqu'île de Quiberon s'écrit encore en pointillés. **« C'est un chaînon manquant,** admet Arnaud Le Gal. **Cette connexion doit être achevée à l'automne 2014, en prévision de la vidange de Guerlédan en 2015. Le planning est serré ».**

Pierre WADOUX.

Schéma départemental d'interconnexions et de sécurisation



Source : Service public d'eau potable du Morbihan, Ouest-France

La facture de l'eau bien trop salée

Une étude de la Confédération générale du logement dénonce la jungle des tarifs qui conduit à des injustices entre consommateurs et la gestion mercantile d'une ressource rare vendue, parfois, au prix de l'or.

Un marché opaque. La Confédération générale du logement a passé au peigne fin le prix de l'eau en 2012 dans plus de 6 000 communes (sur 36 000) en France. Elle a eu un mal fou à recueillir les tarifs pratiqués... Comment expliquer les réticences des distributeurs ou des mairies responsables de la distribution d'eau potable et de l'assainissement sur leur territoire alors que le caractère de ces informations est public ? Mystère. D'aucuns réclament plus de transparence. **« Un trop grand nombre d'usagers reste pénalisé par l'injustice des prix,** dénonce Michel Fréchet, président de la CGL. **La gestion de l'eau, sa distribution, son assainissement et sa facturation doivent relever d'un monopole public. »**

Disparité : de un à quatre ! L'examen des 6 328 prix va de pair avec une jungle tarifaire : 460 tarifs différents ont été relevés. Les prix sont très souvent élevés et inéquitables pour les consommateurs. Ainsi, la facture peut varier du simple au quadruple. Un coût difficilement supportable pour de nombreux foyers et qui, ramené à la consommation moyenne d'un ménage (120 m³), peut faire grimper la note de... 800 € par an pour un même service rendu.

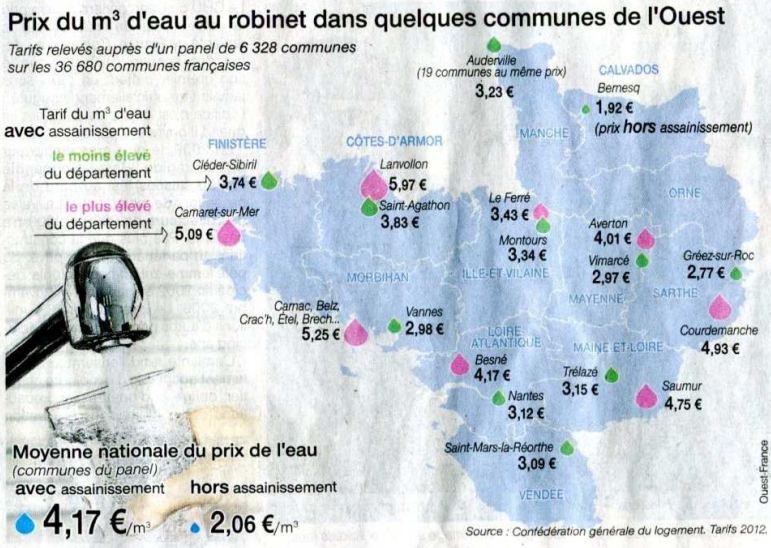
Jusqu'à 9,86 € le m³ ! Le village français où l'eau vaut vraiment de l'or se situe en Seine-et-Marne. À Montmachoux, le prix du m³ flambe à 9,86 € quand le moins cher, dans l'Ouest, s'affiche à 2,77 €/m³ à Greez-sur-Roc (Sarthe). L'eau est en moyenne moins chère dans les grandes villes de plus de 100 000 habitants, comme à Nantes par exemple (3,34 € le m³), que dans le monde rural. La variation des prix entre communes voisines interpelle quand ce ne sont pas les écarts de prix à l'intérieur même de certains départements qui varient du simple au triple. L'examen des prix dans 276 communes vendéennes sur 282 amène la CGL à affirmer que, *via* la mutualisation, **« il est possible de disposer d'un prix unique par département ».**

Un enjeu de campagne ? La diversité des quatre systèmes de tarifications rend difficile la compréhension par l'usager du coût de l'eau mais les collectivités locales bénéficient d'une grande liberté dans le choix de la tarification. À l'approche des municipales, certains candidats seront-ils tentés de faire campagne sur le sujet alors que de plus en plus de maires renégocient des contrats à la baisse ? Le jeu en vaut la chandelle à l'heure où des experts annoncent des hausses futures de 10 % à 20 % pour financer le renouvellement des canalisations. À Marseille, on parle d'une facture de 700 millions... Oh, bonne mère !

Pierre CAVRET.

Prix du m³ d'eau au robinet dans quelques communes de l'Ouest

Tarifs relevés auprès d'un panel de 6 328 communes sur les 36 680 communes françaises



Ouest-France

Source : Confédération générale du logement. Tarifs 2012.

Saint-Avé

La carrière de Liscuit future réserve d'eau et parc paysager

Pourquoi ? Comment ?

Qu'est-ce que la carrière de Liscuit ?
Le site a longtemps été exploité par une filiale de la Sacer. Une pierre granitique, la mylonite, y était exploitée jusqu'en 2008. Le site a été remis en état en 2011 et la municipalité a, petit à petit, racheté les terrains aux propriétaires.

La phase d'acquisition est quasi achevée en cette fin décembre. Au total, cela représente 35 ha. Les terrains sont inconstructibles. La commune a investi 200 000 € pour l'acquisition du site et du hangar.

Que va devenir le site ?
Premier objectif : faire de cet immense trou, profond de 80 mètres, une réserve d'eau potable de secours pour le département. Depuis l'arrêt de l'exploitation, le niveau de l'eau a déjà augmenté de plusieurs mètres et va continuer à monter.

Cela pourrait constituer à terme une réserve de 5 millions de m^3 d'eau. **« Cela représente un an de consommation d'eau de la ville de Vannes »**, soulignent Hervé Pellois, le maire, et Anne Gallo, conseillère municipale, présidente du syndicat mixte de l'eau de Vannes-Meucon.

La carrière deviendrait alors, après la réserve du barrage de Guerlédan, l'une des réserves majeures du Morbihan.

Par la suite, le projet serait de créer un parcours de promenade et un parc paysager.

Qui va gérer cette réserve d'eau ?
Actuellement, le syndicat départemental de l'eau est majoritaire sur le département. Quelques villes, dont Vannes, sont en régie municipale. **« Notre souhait est, qu'un jour, Vannes Agglo prenne cette compétence »**, font savoir Hervé Pellois et Anne Gallo.



Devant l'ancienne carrière de la Sacer à Liscuit, Hervé Pellois député maire de Saint-Avé et Anne Gallo, conseillère municipale, présidente du syndicat mixte de l'eau de Vannes-Meucon.

Un périmètre de protection a été établi pour préserver la qualité de l'eau. La première étape, avant une ouverture au public, sera également d'installer une clôture autour du trou d'eau pour assurer la sécurité du site.

Il restera à la charge du gestionnaire de l'eau, le syndicat départemental de l'eau ou Vannes Agglo, de faire les travaux de raccordement au réseau d'eau potable.

Un lieu de promenade pour quand ?
Les élus envisagent aussi d'y faire des parcours piétonniers et VTT et un lieu d'agrément. **« Les habitants ont été privés de ce site depuis les années 70. Autrefois, il y avait là des chemins de promenade. Notre souhait est de rendre cet espace aux habitants. On pourrait aussi y créer un théâtre de verdure ».**

Car le site est remarquable à plusieurs titres. Boisé, il offre de beaux points de vue. et, par beau temps, on peut même voir la mer depuis le point le plus haut.

Actuellement, le site reste fermé au public et il le sera tant que la sécurisation n'aura pas été faite. **« Nous n'avons rien de programmé. Ce sera le travail de la prochaine équipe municipale »** indique Hervé Pellois.

Nathalie JAY.



Un premier projet de reconversion d la carrière de Liscuit, rachetée par l ville.

La vidange de Guerlédan accélère les travaux

La réduction du débit du Blavet, en 2015, obligera à remonter de l'eau vers le territoire de Pontivy. Eau du Morbihan doit adapter le calendrier d'interconnexions des réseaux.

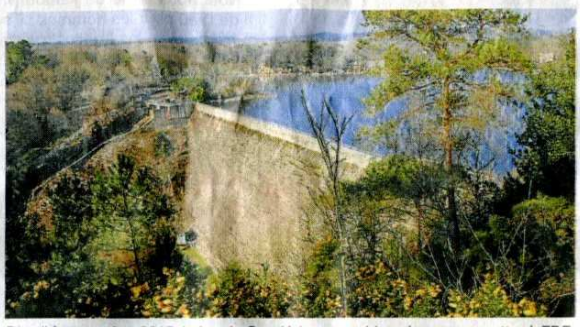
Moins d'eau dans le Blavet
D'avril à novembre 2015, le lac de Guerlédan sera vidangé pour permettre à EDF de réaliser des travaux d'étanchéité du barrage et de sécurisation des vannes. Durant 6 mois, le débit du Blavet, alimentant les six usines de production d'eau potable (Cléguérec, Pontivy, Pluméliau, Baud, Hennebont et Lorient) sera celui naturel de la rivière, produit par les seuls ruissellements et précipitations. De 2,5 m^3/seconde, on pourrait ainsi passer à quelques centaines de litres/seconde.

Gros besoins dans l'agro-alimentaire
L'impact de cette baisse sera particulièrement perceptible dans la partie du Blavet proche du barrage. Or ce secteur accueille beaucoup d'activités agroalimentaires, grosses consommatrices d'eau. Il faudra donc remonter de l'eau vers le territoire de Pontivy pour satisfaire leurs besoins. Eau du Morbihan prévoit d'augmenter la capacité du surpresseur de Kerpolican à Baud en 2014.

Des unités de production à l'arrêt
La qualité de l'eau va changer aussi. Pendant la vidange, l'eau devrait contenir des matières en suspension, de l'ammoniaque... Quand le réservoir sera à sec, ses caractéristiques différeront encore. Des modifications des filières de traitement permettant de faire face au phénomène sont à l'étude. Il est possible que certaines unités de production d'eau potable ne puissent remplir leur service pendant cette période.

Accélération des interconnexions
Pour pallier l'arrêt partiel ou total d'usines d'eau potables du Blavet, le réseau départemental d'interconnexion devra être mobilisé. La réalisation de la deuxième tranche de canalisation de 12,5 km reliant les réservoirs de Kerpotence-Hennebont et de Kermaria-Ploemel, en enquête publique jusqu'au 9 janvier, sera accélérée. Cela permettra d'injecter dans le réseau départemental les 10 000 m^3 d'eau produits quotidiennement à Hennebont. Une autre canalisation de 16 km reliant l'usine du Faouët (Baregant) à celle de Gourin (Toultreincq) est prévue en 2014.

Hausse du prix de l'eau
Le tarif de fourniture d'eau en gros aux collectivités en charge de la distribution va progresser d'1,6 % en 2014. Le m^3 leur sera vendu 0,61 € HT au lieu de 0,60 HT. Pour un usage domestique, l'abonnement passe de 70 € à 71 € et le m^3 de 1,50 € à 1,52 €. Pour une consommation annuelle de 90 à 120 m^3/an, selon Eau du Morbihan, cela devrait engendrer une augmentation de 2,25 à 3 € sur la facture annuelle de l'abonné domestique (hors redevances et taxes). **« Le tarif était stable depuis 4 ans,** justifie Aimé Kerguéris, président. **Le nouveau tarif se situe dans la moyenne régionale. »**



D'avril à novembre 2015, le lac de Guerlédan sera vidangé pour permettre à EDF de réaliser des travaux.

Testage du télé-relèvement des compteurs
Il s'agit de récupérer les données en adaptant sur chaque compteur une tête émettrice qui transmet les informations par un système radio. La formule sera expérimentée en 2014 à Belle-Isle, Damgan et Billiers avant d'être généralisée aux 115 communes dont la distribution d'eau potable est assurée par Eau du Morbihan. Une facturation au réel sera alors possible. Ce système doit aussi permettre d'alerter en cas de fuite, de dépister des retours d'eaux de réseaux privés (puits...) dans le réseau d'eau potable.

De nouvelles usines
Plus de 13 millions d'euros d'investissements sont inscrits pour la production d'eau potable au budget primitif d'Eau du Morbihan (adopté hier). Un effort sensiblement supérieur à ce qui est prévu en 2015, 2016, 2017, 2018 dans le plan pluriannuel. Parmi les opérations les plus lourdes : la construction d'une nouvelle unité de production à Belle Isle-Antoureau, opérationnelle en avril prochain, la reconstruction de l'usine de Trégat-Treffléan, la reconstruction de celle de Tréauray-Pluneret à Sainte-Anne-d'Auray, la construction d'une seconde usine à Cléguérec-Le Magouer.

Jean-Charles MICHEL